



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Marché n° 2024/03/SG

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**MARCHE N° 2024/03/SG – MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX DE RENOVATION DES LOCAUX UNAF : MODIFICATION ET AMENAGEMENT DES SALLES DE REUNION ET TRAVAUX SUR FAÇADE**

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Tous les échanges entre l'UNAF et les candidats sont dématérialisés via le profil acheteur [www.maximilien.fr](http://www.maximilien.fr)

## DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

**Le 12 juillet 2024 à 12h00**

Ce document comporte 13 pages.

## SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1</u>	<u>LE POUVOIR ADJUDICATEUR .....</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 2</u>	<u>OBJET DU MARCHÉ – MODE DE PASSATION .....</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 3</u>	<u>ART 2.1 - DESCRIPTION DU MARCHÉ.....</u>	<u>4</u>
ART. 3.1	ART. 2.2 - PROCEDURE DE MISE EN CONCURRENCE.....	4
ART. 3.2	ART. 2.3 DECOMPOSITION DU MARCHÉ .....	4
ART. 3.2.1	LES TRANCHES OPTIONNELLES .....	5
ART. 3.2.2	VARIANTE AUTORISEE .....	5
ART. 3.3	ART. 2-4 LIEUX D'EXECUTION .....	5
<u>ARTICLE 4</u>	<u>DURÉE DU MARCHÉ .....</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 5</u>	<u>CONDITIONS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION ET DE REMISE DES OFFRES....</u>	<u>5</u>
ART. 5.1	ART. 4.1-ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE L'ENSEMBLE DES DOCUMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS .....	5
ART. 5.2	ART. 4.2- CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES .....	5
ART. 5.3	ART 4.3- NOTE EXPLICATIVE RELATIVE A LA DEMATERIALISATION ET PRE-REQUIS TECHNIQUES.....	5
<u>ARTICLE 6</u>	<u>PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 7</u>	<u>CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</u>	<u>8</u>
ART. 7.1	ART. 6-1-CADRE .....	8
ART. 7.2	ART 6.3-CONTENU DES CANDIDATURES .....	8
ART. 7.2.1	6-3-1 CAPACITE JURIDIQUE ET FINANCIERE .....	8
ART. 7.2.2	6.3.2-LES CANDIDATS PRODUIRONT OBLIGATOIREMENT : .....	9
ART. 7.3	ART 6.4-COTRAITANCE .....	9
ART. 7.4	ART 6.5-SOUS-TRAITANCE .....	9
ART. 7.5	ART 6.6-CONTENU DE L'OFFRE.....	10
<u>ARTICLE 8</u>	<u>LES INTERVENANTS.....</u>	<u>10</u>
<u>ARTICLE 9</u>	<u>CRITÈRES DE JUGEMENT.....</u>	<u>10</u>
ART. 9.1	ART. 7-1-LES CANDIDATURES .....	10
ART. 9.2	ART. 7-2-LES OFFRES .....	11
ART. 7.4-	SUITE A DONNER A LA CONSULTATION .....	12
ART. 7.5-	MODALITES D'ATTRIBUTION .....	12
<u>ARTICLE 10</u>	<u>LA NEGOCIATION.....</u>	<u>12</u>
<u>ARTICLE 11</u>	<u>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</u>	<u>12</u>
<u>ARTICLE 12</u>	<u>MODIFICATIONS DE DETAIL .....</u>	<u>12</u>

<u>ARTICLE 13</u>	<u>VOIES ET DELAIS DE RECOURS .....</u>	<u>13</u>
<u>ARTICLE 14</u>	<u>LANGUE DE REDACTION DES PROPOSITIONS.....</u>	<u>13</u>

## ARTICLE 1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Le marché est passé par l'Union Nationale des Associations Familiales (ci-après l'UNAF) pour ses besoins propres.

Siège Social et adresse des correspondances :

UNAF  
28, Place Saint Georges  
75009 PARIS

Accueil : 01.49.95.36.00

Fax : 01.40.16.12.76

[www.unaf.fr](http://www.unaf.fr)

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Madame Marie-Andrée BLANC – Présidente de l'UNAF

Responsable du Marché : Guillemette LENEVEU – Directrice Générale de l'UNAF

Interlocuteurs de l'UNAF : Ariane RECALDE, responsable des services généraux et de la coordination des événements

Maitrise d'œuvre : Lionel FALGAS : LIONEL FALGAS ARCHITECTE DPLG : 10, rue Merlin 75011 PARIS

Tél. 01 43 48 99 13 – 06 14 61 23 17 Mail : [falgas@orange.fr](mailto:falgas@orange.fr)

## ARTICLE 2 OBJET DU MARCHE – MODE DE PASSATION

### ARTICLE 3 Art 2.1 - Description du marché

La consultation a pour objet la conclusion d'un marché de travaux portant sur la modification et l'aménagement de salles de réunion et la modifications des façades des locaux l'UNAF, située au 26 place saint georges 75009 PARIS.

Le CCTP décrit de manière précise les prestations à réaliser, il est accompagné de cahiers de plans et étude technique biostart..

#### Art. 3.1 - Procédure de mise en concurrence

Le marché objet de la consultation est conclu sous la forme d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire. Il est passé en application du Code de la commande publique

La procédure retenue est celle du **marché à procédure adaptée** en application des articles L.2120-1, L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

Le marché est publié sur le profil acheteur de l'UNAF via le site [www.maximilien.fr](http://www.maximilien.fr)

#### Art. 3.2 Décomposition du marché

Le marché est décomposé en 6 lots comme suit :

- **Lot 01 : Démolition, gros-œuvre, menuiserie extérieure, serrurerie**
- **Lot 02 : Second œuvre (Electricité, plomberie, menuiserie intérieure, revêtement sols et murs)**
- **Lot 03 : Sol coulé**
- **Lot 04 : Murs mobiles**
- **Lot 05 : mobilier**

#### *Art. 3.2.1 Les tranches optionnelles*

Les travaux ne sont pas décomposés en tranches :

#### *Art. 3.2.2 Variante autorisée*

Les variantes ne sont pas autorisées. Les candidats doivent remettre une offre entièrement conforme aux prescriptions minimales décrites au CCTP et à ses annexes.

#### **Art. 3.3 Lieux d'exécution**

Le marché sera exécuté dans les locaux de l'UNAF situés 26 place saont georges – 75009 PARIS, accessible également par le 5 rue laferrière, 75009 PARIS

### **ARTICLE 4 DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché prend effet à compter de la signature de l'ordre de service,. Le délai d'exécution est indiqué au CCAP dans son article 5.

### **ARTICLE 5 CONDITIONS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION ET DE REMISE DES OFFRES**

#### **Art. 5.1 Adresse auprès de laquelle l'ensemble des documents peuvent être obtenus**

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur le profil acheteur [www.maximilien.fr](http://www.maximilien.fr). Aucune autre forme de transmission n'est autorisée.

#### **Art. 5.2 Conditions de remise des offres**

Le candidat devra produire un dossier complet comprenant l'ensemble des documents énumérés aux articles 4.1 et 4.4 du présent règlement de la consultation.

Les offres doivent être remises par voie dématérialisée uniquement, et déposées sur le profil acheteur [www.maximilien.fr](http://www.maximilien.fr)

Une fois remises, les offres restent valables pendant une durée de 90 jours consécutifs à compter de la date limite de remise des offres mentionnée en première page du présent document.

Les plis dématérialisés doivent impérativement être déposés sur la plateforme avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation. A défaut, les offres seront rejetées.

#### **Art. 5.3 Note explicative relative à la dématérialisation et pré-requis techniques.**

Recommandations aux entreprises sur l'utilisation de la plateforme [www.maximilien.fr](http://www.maximilien.fr)

- Avant toute manipulation sur le site, tester la configuration de votre poste accessible par le menu « Se préparer à répondre\Tester la configuration de mon poste » et se référer aux prérequis techniques si celui-ci n'aboutit pas.
- Ne pas hésiter à faire vérifier l'installation de votre certificat électronique de signature par votre fournisseur.
- Pour faciliter la signature et l'envoi de vos fichiers, les copier sur des disques durs « locaux » et éviter la sélection à partir de disques durs réseaux, clés USB ou disques « virtuels ».
- Éviter les caractères spéciaux (ex : °, & , #) dans le nom des fichiers à déposer.

- Pour compresser un fichier ou dossier, utiliser de préférence l'utilitaire de compression par défaut (pour Windows il est accessible par un clic droit \Envoyer vers\Dossier compressé sur le fichier ou le dossier).
- Utiliser les formats de fichiers .doc, .docx, .xls, .xlsx, .pdf

Les postes de travail utilisant l'application doivent disposer d'un des Systèmes d'exploitation suivants :

- MICROSOFT Windows 7, intégrant l'ensemble des mises à jour publiées par MICROSOFT (windowsupdate.microsoft.com)
- MICROSOFT Windows 8, intégrant l'ensemble des mises à jour publiées par MICROSOFT (windowsupdate.microsoft.com)
- MICROSOFT Windows 10, intégrant l'ensemble des mises à jour publiées par MICROSOFT (windowsupdate.microsoft.com)
- Apple Mac OS X à compter de la version v10.6 (Snow Leopard), intégrant l'ensemble des mises à jour publiées par Apple
- LINUX : distribution UBUNTU à compter de la version UBUNTU version 16, intégrant l'ensemble des mises à jour publiées par l'éditeur.

Les postes de travail utilisant l'application doivent disposer d'un des Navigateurs suivants :

- Internet Explorer 11
- EDGE
- Firefox 42 et +

En cas de difficulté dans l'utilisation de la salle des marchés, il peut être nécessaire de vider les caches de votre navigateur et/ou de Java.

Les fichiers RAR doivent être décompressés uniquement avec les outils WinRar ou 7Zip (l'utilisation de Winzip engendre une anomalie).

Les candidats doivent constituer et déposer leur pli électronique, sous forme de dossiers compressés ZIP dont le contenu est précisé dans le présent règlement. Les dossiers ne remplissant pas l'ensemble des conditions ci-dessous ne seront pas retenus.

ATTENTION - Il est rappelé que :

- un dossier ZIP signé ne vaut pas signature des différents documents contenus dans le dossier ;
- chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres ;
- une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique ;
- quel que soit son mode de transmission, l'acte d'engagement dématérialisé doit être signé électroniquement par une personne habilitée.

Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, les candidats doivent pour signer électroniquement les documents demandés respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire,
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires.

Copie de sauvegarde :

Conformément à l'arrêté du 14 septembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les candidats, qui auront remis leur dossier par voie électronique, ont la possibilité d'envoyer une copie de sauvegarde établie sur support physique électronique ou sur support papier. La mention « copie de sauvegarde » devra être portée sur l'enveloppe d'expédition. Elle devra parvenir à l'UNAF dans le délai prescrit pour le dépôt des plis.

Ce dispositif a vocation, notamment, à préserver la candidature et/ou l'offre du candidat en cas de dépôt d'un document dans lequel est détecté un virus informatique ; ce document sera traité suivant les dispositions prises en application de l'article 56 du Code des marchés publics.

Rematérialisation de l'Offre en fin de procédure :

Les candidats sont informés que l'offre du candidat retenu sera rematérialisée en fin de procédure et co-signée par la personne habilitée à le représenter et identifiée dans le DC1 et par le représentant de l'entité adjudicatrice.

## ARTICLE 6      PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTRPRISES

Le dossier de consultation est composé de 19 pièces :

- ☐ 01\_l'acte d'engagement (version word et pdf)
- ☐ 02\_le règlement de la consultation
- ☐ 03-le CCAP
- ☐ 04\_le DPGF vierge à remplir
- ☐ 05\_attestation de visite
- ☐ 06\_cahier de plans
- ☐ 07\_CCTP lot 1 ( démolition – gros œuvre)
- ☐ 08\_ CCTP lot 2 – second œuvre généraliste
- ☐ 09\_ CCTP lot 3 - sol coulé
- ☐ 10\_ CCTP lot 4 – murs mobiles
- ☐ 11\_ CCTP lot 5 – mobilier
- ☐ 12\_CCTP éclairage- lot 2
- ☐ 13\_ Carnet lustrerie\_Annexe lot 2
- ☐ 14\_étude technique biostart
- ☐ 15\_ decision\_dossier ERP
- ☐ 16\_ attestation tacite
- ☐ 17\_Rapport amiante
- ☐ 18\_Rapport plomb
- ☐ 19\_Rapport termites

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 7 CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### Art. 7.1 Art. 6-1-Cadre

Les candidatures et les offres doivent parvenir au pouvoir adjudicateur via son profil acheteur pour le 12 juillet 2024 à 12h00 heure limite.

#### 7.1.1.1 Art. 6-2-Visite des lieux obligatoire

Dans le cadre de la préparation de leur réponse, les candidats doivent se rendre sur site, pour faire constat de l'état des lieux, des possibilités d'accès, des difficultés éventuelles d'exécution des prestations et en général des sujétions locales à prendre en considération pour sa spécialité.

Une visite du site sera organisée aux dates suivants :

- le 19 juin 2024 à 11h00 lot 1 et lot 2
- le 19 juin 2024 à 14h30 pour les lots 3, lots 4, lots 5

Adresse de la visite : 28 place saint Georges 75009 PARIS. Code visiteur : 2743

Les candidats sont priés de confirmer leur présence au plus tard 48h avant cette date en envoyant un message à [arecalde@unaf.fr](mailto:arecalde@unaf.fr)

La visite étant obligatoire pour postuler aux lots 1, 2, 3 et 4 ; l'absence de certificat de visite dans l'offre entrainera l'élimination du candidat (offre irrégulière) sauf pour le lot 5 (non obligatoire).

### Art. 7.2 Contenu des candidatures

#### Art. 7.2.1 6-3-1 Capacité juridique et financière

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC 1 (lettre de candidature) et DC 2 (déclaration du candidat) établis par le ministère de l'économie des finances et de l'emploi et disponibles à l'adresse internet suivantes : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>

Les candidats ne remettant pas les formulaires DC 1 et DC 2 doivent alors remettre :

- Une lettre de candidature ;
- Une déclaration de candidature contenant :
  - Les documents relatifs à la personne habilitée à engager la société (pouvoirs, attestations sur l'honneur etc...)
  - Une copie du ou des jugements du tribunal en cas de redressement judiciaire;
  - Le chiffre d'affaires de l'entreprise sur les 3 derniers exercices clos.
  - Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat:
    - Ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir au sens des articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
    - N'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées au code du travail ;
    - N'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive au cours des 5 dernières années pour des infractions visées l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de



- la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- o A satisfait à ses obligations sociales et fiscales ;

Si l'ensemble des documents de candidature requis ci-dessus peuvent être consultés gratuitement sur une base de données numérique par le Responsable du marché, le candidat est alors dispensé de fournir le ou les documents sous couvert toutefois de produire toutes les informations nécessaires à cette consultation.

#### **Document Unique de Marché Européen (DUME)**

1) Le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place des documents suivants :

1° Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

2° Les documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

2) Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

3) Le pouvoir adjudicateur exige que le DUME soit rédigé en français.

#### **Art. 7.2.2 6.3.2-Les candidats produiront obligatoirement :**

- Les principales références acquises au cours des 3 dernières années pour des prestations de même nature. Les références indiquées citeront la nature des produits et matériels fournis, leurs dates de réalisation et les clients concernés (publics ou privés) ;
- Les moyens techniques dont le candidat dispose pour l'exécution du présent marché;
- Un descriptif du personnel de l'entreprise et de leur qualification ;
- les capacités professionnelles et éventuelles certifications ou références de l'entreprise dans le domaine du marché public,
- Attestation d'assurance garantissant votre responsabilité civile et ses responsabilités professionnelles contractée auprès d'une compagnie notoirement solvable.

#### **Art. 7.3 Cotraitance**

Les candidats sont autorisés à se présenter en groupement conjoint avec mandataire solidaire, ou en groupement solidaire.

#### **Art. 7.4 Sous-traitance**

Il est rappelé que les dispositions de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance s'appliquent. Il appartient au titulaire de déclarer et faire accepter les conditions de paiement de tout sous-traitant auquel il entend faire appel, sous peine de résiliation du présent marché.

## Art. 7.5 Contenu de l'offre

- L'offre doit contenir les éléments suivants :
- 
- L'acte d'engagement complété dans leur version originale, datée et signée par la personne habilitée à engager la société.
- Un bordereau des prix décomposant le prix global et forfaitaire, complété dans sa version originale et pour chaque lot
- Un mémoire technique, contractuel qui ne saurait dépasser 10 pages A4, comprenant, pour chaque lot pour lequel l'entreprise entend déposer une offre, les informations suivantes :
  - les moyens humains, matériels et logistiques mobilisés par le candidat pour l'exécution du marché,
  - la méthodologie d'organisation et de réalisation des prestations dont le contenu minimale est fixé au CCTP(mods opératoires concernant l'ensemble des travaux avec la description des moyens matériels mobilisés) ;
  - le planning d'exécution des différentes prestations décrites au CCTP de la phase de préparation de chantier jusqu'à la réception et notamment l'enchaînement et le délai d'exécution de chaque tâche du chantier.
- Il est précisé que le mémoire ne devra pas reprendre des éléments déjà présentés au stade de la candidature.
- Il est précisé également que les fiches techniques doivent figurer en annexe du mémoire.
- Le cas échéant, une déclaration de sous-traitance, pouvant prendre la forme d'un formulaire DC4 disponible à l'adresse internet suivante :: <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>
- L'attestation de visite des locaux signée par le pouvoir adjudicateur,
- 

En cas de besoin de précisions sur la teneur de l'offre d'un ou plusieurs candidats, le pouvoir adjudicateur pourra poser les questions aux candidats, nécessaires à l'éclaircissement de leur offre. Ce dernier sera alors tenu de répondre dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la demande. En aucun cas, ces précisions ne pourront avoir pour effet de modifier l'offre initiale.

En cas d'erreurs ou d'anomalies évidentes de type erreurs de calcul contenues dans l'offre des candidats, celles-ci seront corrigées au stade de l'analyse des offres. Une mise au point du marché avec l'attributaire aura lieu avant la notification.

Toute offre ne comportant pas les documents visés ci-dessus, malgré, le cas échéant, une demande de régularisation restée sans effet, est considérée comme irrégulière.

Les soumissionnaires acceptent sans restriction ni réserve l'ensemble des pièces du dossier de consultation sous peine de rendre leur offre irrégulière.

## ARTICLE 8 LES INTERVENANTS

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'architecte Lionel Falgas (contact : [falgas@orange.fr](mailto:falgas@orange.fr) ou 01 43 48 99 13 ).

La mission confiée à l'architecte par le Maître d'Ouvrage est une mission complète (Etudes et Préparation, Suivi et Réception du chantier) pour la rénovation des locaux situé au 26 place saint georges , 75009 PARIS.

## ARTICLE 9 CRITÈRES DE JUGEMENT

### Art. 9.1 Les candidatures

Les candidats ayant fourni l'ensemble des documents mentionnés par le présent règlement, et démontrant l'adéquation de leurs capacités techniques et financières au regard de l'objet du contrat voient alors leur candidature retenue.

## **Art. 9.2 Les offres**

Le marché est attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée sur la base des critères d'attribution précisés ci-dessous, pour chaque lot :

**Critère 1 prix des prestations : pondération : 30 % ;**

**Critère 2 - valeur technique, pondération 70%, points répartis comme suit :**

1. Qualité des moyens humains attribués au marché (effectif, qualification, tâche attribuée à chacun...)   
Pondération 35%
2. Présentation de la société et de l'expérience du candidat dans la réhabilitation de lieux de caractère -   
Pondération 30%
3. Pertinence de la méthodologie d'intervention concernant l'exécution de l'ensemble des travaux avec la description des moyens matériels mobilisés pour le site – Pondération 25 %
4. Qualité et cohérence du planning d'exécution – 10%

La note de valeur technique, sera fondée sur la pertinence, l'apport, la personnalisation et la qualité du mémoire explicatif des travaux à réaliser sur le site conformément au CCTP.

Aucun document type ne sera toléré ; la mémoire doit être adapté aux travaux à réaliser et au site.

A ce mémoire sera annexée l'attestation de visite des lieux dûment complétée et co-signée.

## **Art. 9.3 Modalités de calcul de la note d'une offre :**

**Notation du critère prix :**

**L'offre financière est notée sur 10 points selon la formule suivante :**

Note financière =  $10 \times (\text{Montant de l'offre moins disante} / \text{Montant de l'offre du soumissionnaire})$

Pour la valeur financière, le résultat est arrondi au centième le plus proche

**Notation du critère portant sur la qualité de l'offre technique ;**

Le critère technique est noté sur une échelle allant de 1 (note minimale) à 10 (note maximale) selon le barème suivant :

- 1 = très mauvais
- 2 = mauvais
- 3 = très insuffisant
- 4 = insuffisant
- 5 = moyen
- 6 = assez bien
- 7 = satisfaisant
- 8 = bien
- 9 = très bien
- 10 = excellent

Les notes obtenues pour chaque sous-critère sont ensuite pondérées selon le coefficient indiqué puis totalisées pour chaque offre arrondis au centième le plus proche. Les offres sont enfin classées par ordre décroissant de leur note totale. L'offre la mieux classée (celle ayant la meilleure note) est retenue.

Toute offre incomplète sera jugée non conforme.

#### **Art. 9.4 Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les 3 meilleurs candidats de chaque lot, dans les conditions prévues à l'article 10 du présent règlement.

#### **Art. 9.5 Modalités d'attribution**

Le candidat qui sera retenu par l'UNAF, devra produire – s'il ne l'a pas déjà fait au stade de la candidature – les éléments suivants :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (ou imprimé Noté 2 « état annuel des certificats reçus ») ou les certificats sociaux et fiscaux visés au chapitre D du volet 1 de la déclaration du candidat (situation du dernier exercice clos, au 31 décembre), valable pour l'année en cours ;
- Un extrait K ou Kbis ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers
- Une attestation d'assurance RCP de l'entreprise, contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile sur le personnel et son matériel.
- 

Afin d'accélérer les délais d'attribution de la présente consultation, il est vivement conseillé aux candidats de fournir les documents ci-dessus dans leur candidature.

Le choix définitif de l'offre ne sera arrêté que lorsque le(s) candidat(s) aura (auront) produit l'ensemble de ces documents dans le délai imparti.

Si le candidat le mieux classé ne produit pas les certificats dans le délai fixé, son offre sera exclue sans possibilité de régularisation. La personne responsable de marché présentera la même demande au classé en second et ainsi de suite en suivant l'ordre de la liste.

### **ARTICLE 10 LA NEGOCIATION**

L'UNAF se réserve la possibilité de négocier avec les 3 candidats classés en tête suite à l'analyse des offres. La négociation pourra porter sur tout ou partie des éléments constitutifs de l'offre, sans pour autant remettre en cause son économie générale.

La négociation pourra prendre la forme d'un entretien avec le pouvoir adjudicateur ou avec les personnes en charge de la consultation.

Une nouvelle offre sera remise par les candidats suite à la phase de négociation.

L'UNAF pourra également attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

### **ARTICLE 11 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les questions techniques, administratives ou financières relatives à la présente consultation doivent être posées sur le profil acheteur de l'UNAF [www.maximilien.fr](http://www.maximilien.fr) au plus tard six jours avant la date limite de remise des candidatures et des offres. Une réponse sera alors transmise à l'ensemble des candidats via le même support. Pour être informés des éventuels échanges et modifications du DCE, les candidats doivent s'enregistrer sur le profil acheteur.

### **ARTICLE 12 MODIFICATIONS DE DETAIL**

L'UNAF se réserve le droit d'apporter des modifications de détail, au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation.

Si la date limite de remise des offres venait à être reportée, l'ensemble des dispositions du présent règlement seront alors applicables à la nouvelle date.

### **ARTICLE 13 VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Pour tout renseignement relatif aux voies et délais de recours, se renseigner auprès de l'instance chargée des procédures :

Tribunal judiciaire de Paris  
Parvis du Tribunal de Paris  
75859 PARIS CEDEX 17  
01.44.32.51.51

### **ARTICLE 14 LANGUE DE REDACTION DES PROPOSITIONS**

L'ensemble des documents proposés par les candidats doit être rédigés en français ou impérativement accompagnés d'une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Fait à Paris, le 10/06/2024.